

**Point de presse du porte-parole
adjoint - République démocratique
du Congo/Décès des deux experts
des Nations unies disparus dans le
Kasaï/Déclaration de M. Jean-Marc
Ayrault, ministre des affaires
étrangères et du développement
international - OSCE/Droits de
l'Homme/Entretien de M. Harlem
Désir avec M. Michael Link -
Climat/États-Unis/Signature d'un
décret présidentiel sur l'énergie -
Niger/M. Hama Amadou -
Bénin/France/Biens culturels
(Paris, 29 mars 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a relayé la déclaration du ministre et fait les déclarations suivantes :

1 - République démocratique du Congo - Décès des deux experts des Nations unies disparus dans le Kasaï - Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international (Paris, 29 mars 2017)

J'ai appris avec une profonde tristesse le décès des deux experts des Nations unies disparus en République démocratique du Congo, dans la province du Kasaï central, le 12 mars 2017.

Je tiens à saluer la mémoire de Michael Sharp et Zaida Catalan, qui ont été tués alors qu'ils travaillaient au service de la paix et de la sécurité en République démocratique du Congo. À leurs familles et à leurs proches, je présente les sincères condoléances de la France. J'ai fait part de ma sympathie au Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, à l'occasion de l'entretien téléphonique que nous avons eu hier.

La France appelle à ce que toute la lumière soit faite sur ce très grave évènement, afin que les responsables soient identifiés et traduits devant la justice.

La France rappelle son plein soutien au groupe d'experts des Nations unies sur la République démocratique du Congo, dont les membres assurent une mission essentielle. Elle réitère sa condamnation des violences meurtrières et des atteintes aux droits de l'Homme observées dans la région du Kasaï au cours des derniers mois.

2 - OSCE - Droits de l'Homme - Entretien de M. Harlem Désir avec M. Michael Link (Paris, 29 mars 2017)

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, reçoit le 29 mars 2017 M. Michael Link, directeur du bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ils évoqueront ensemble la situation des droits de l'Homme, de la gouvernance démocratique et de l'État de droit dans l'espace couvert par l'OSCE.

Cet entretien sera l'occasion pour le secrétaire d'État de réaffirmer l'attachement de la France à cet instrument essentiel pour la paix et la sécurité en Europe, notamment dans ses missions d'observation électorale et dans l'aide qu'il apporte aux États participants de l'OSCE pour mettre en oeuvre leurs engagements en faveur du respect des libertés fondamentales.

3 - Climat - États-Unis - Signature d'un décret présidentiel sur l'énergie

Le président américain a signé le 28 mars un décret portant sur la politique énergétique des États-Unis.

La France est convaincue que la transition vers une économie bas-carbone est un élément essentiel pour atteindre les objectifs que la communauté internationale s'est fixée à travers l'accord de Paris sur le climat.

Comme l'a indiqué M. Jean-Marc Ayrault, la communauté internationale doit rester mobilisée avec toutes les bonnes volontés, y compris aux États-Unis, pour lutter contre les dérèglements climatiques.

4 - Niger - M. Hama Amadou

Q - Est-il exact que suite à la condamnation à un an de prison de l'opposant nigérien Hama Amadou par la justice de son pays, la France a décidé de révoquer l'autorisation provisoire de séjour qu'elle lui a accordée ?

R - Ces informations sont inexactes.

5 - Bénin - France - Biens culturels

Q - Selon le Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) la France a refusé d'accéder à la demande du Bénin de lui restituer ses biens culturels pillés pendant la colonisation et qui se trouvent exposés au Quai Branly à Paris. Quelle est votre réaction ?

R - Les principes juridiques d'inaliénabilité, imprescriptibilité et insaisissabilité des collections publiques en vigueur en France sont constants et bien connus.

La protection et la valorisation des biens culturels font, de longue date, l'objet de coopérations entre la France et le Bénin. Nous sommes désireux de les approfondir.

Un dialogue est engagé à ce sujet entre les ministères de la culture français et béninois./.